

rieurs. Elle s'est bornée à déclarer que l'élection du cardinal Rampolla serait peu agréable à Sa Majesté Impériale. Le cardinal ne donnait pas de motifs, et se limitait seulement à exprimer un désir.

— On savait, avant le conclave, que l'Autriche, l'Italie et l'Allemagne s'étaient entendues pour une action commune. Mais l'Allemagne ne jouissait pas du droit de l'exclusive, et il ne fallait point parler de l'Italie. Aussi l'entente diplomatique se fit dans ce sens que l'Autriche exercerait seule son droit de *veto*, mais serait le porte-voix des deux autres puissances.

L'Allemagne reprochait au cardinal Rampolla sa conduite vis-à-vis le gouvernement français. Il s'était toujours énergiquement opposé à ce que le protectorat dont jouit la France sur les missions de l'Extrême-Orient, passât à une autre nation. Le gouvernement chassait les religieux de France, rendait leur recrutement impossible ; mais le cardinal Rampolla, mu par de hautes considérations, tenait à maintenir à l'extérieur un protectorat que le gouvernement français refusait à l'intérieur. Tel était le grief de l'Allemagne, qui avait vu ses nombreuses demandes faites ces dernières années systématiquement écartées.

L'Italie, de son côté, reprochait au cardinal Rampolla son attitude dans la question romaine. Elle lui faisait un crime de ne pas s'entendre avec l'Italie, tout au moins d'avoir empêché le pontife défunt de ne pas accorder la levée du *non expedit* pour les élections politiques, et de se mettre de cette façon en hostilité directe contre le gouvernement du roi, qui a absolument besoin de la levée du *non expedit* pour obtenir les votes des catholiques et contrebalancer l'influence toujours croissante des socialistes et des républicains.

L'Autriche n'avait aucun intérêt direct dans la question ; aussi, en dépit de ses dénégations, elle n'a été que le porte-voix des deux autres puissances.

— Ce rôle joué par l'Autriche n'est certes pas digne d'envie. Et on se demande comment un souverain catholique, qui a donné tant